l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 23
dimanche 24
octobre 1976

No 552

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Il faut riposter à la campagne antichinoise

Tout au long de son histoire, le Parti communiste chinois a connu des luttes de ligne, des luttes entre deux voies dans l'orientation du parti. Chaque fois qu'il a été dominé par une ligne erronée, de droite ou de «gauche», il essuyé des revers et c'est seulement lorsque la ligne révolutionnaire prolétarienne de Mao Tsé-toung l'a emporté que la révolution chinoise est allée de victoires en victoires. La lutte de ligne dans un parti communiste est le reflet de la lutte de classe dans la société. A la mort du président Mao, le Parti communiste chinois avait connu onze grandes luttes de ligne. Peut-on imaginer que la lutte de ligne a désormais cessé ? Ce serait tout simplement nier un enseignement précieux dégagé par Mao Tsé-toung lui-même de l'expérience de la dictature du prolétariat : celui de la continuation de la lutte de classe sous le socialisme.

Or s'emparant d'événements récents rapportés de Chine, la presse et la radio-télévision contrôlées par les capitalistes et leurs valets cherchent une nouvelle fois à semer le trouble dans les esprits et veulent profiter de la mort du président Mao pour détourner les larges masses populaires de la grande Chine rouge.

Leurs thèmes favoris consistent à présenter la lutte de classe au sein du parti comme une lutte de clans, voire de personnes, et d'autre part, à présenter le grand peuple chinois comme une masse aveugle, privée de tout pouvoir de décision. Aucun marxiste-léniniste ne peut admettre de tels mensonges !

Le président Mao a fait le bilan de la lutte de lignes à travers l'histoire et il a dégagé trois grands principes que finissent toujours par violer les chefs de file de lignes erronées : *«Pratiquer le marxisme et non le révisionnisme, travailler à l'unité et non à la scission, faire preuve de franchise et de droiture et ne tramer ni complots ni intrigue».* Avec l'établissement de la République populaire de Chine et avec la Grande Révolution culturelle prolétarienne, ce sont des millions d'ouvriers, de paysans, de soldats chinois qui sont armés pour discerner qui applique les principes et qui les viole.

(Suite p. 3)

SOUTIEN TOTAL AUX TRAVAILLEURS DES FOYERS SONACOTRA

Voilà 21 mois que les travailleurs des foyers Sonacotra mènent la lutte pour une baisse de loyer mais aussi pour le statut de locataire et pour la conquête de droits politiques élémentaires tel le droit de réunion. Ils ont surmonté pour cela la division que les gérants des foyers Sonacotra s'attachent à entretenir entre diverses nationalités. Leur grève unit dans la lutte douze nationalités différentes, donnant ainsi un démenti cinglant aux calomnies bourgeoises et révisionnistes qui avaient suivi les affrontements entre communautés algérienne et malienne au foyer de Villejuif en 1975.

Ils affrontent le pouvoir qui a expulsé de façon tout à fait arbitraire 18 d'entre eux, membres du Comité de coordination, qui s'efforce de les intimider par des saisies arrêt sur les salaires dans certains foyers et les entoure d'une active surveillance policière.

Ils affrontent également des faux amis, les révisionnistes qui ont voulu briser leur grève en les faisant négocier foyer par foyer, et les trotskystes qui se sont infiltrés dans les comités de soutien pour tenter de mettre la lutte à la remorque du Programme commun.

Au cours de cette grève, les travailleurs immigrés des foyers Sonacotra se sont aguerris, leur unité s'est renforcée ; ils ont acquis une précieuse expérience de lutte anticapitaliste et antirévisionniste.

Le meeting du 23 doit constituer un tremplin pour leur lutte, pour le soutien que doivent leur apporter les travailleurs conscients du prolétariat français et immigré. Notre solidarité de classe doit se manifester de façon concrète à cette occasion en amenant nos amis, nos connaissances, et d'autres travailleurs à ce meeting pour populariser largement leur lutte.

SONACOTRA
Journée des travailleurs immigrés en grève des loyers depuis 21 mois
Samedi 23 octobre
de 10h à 17h
à la Mutualité
Paris : métro Maubert Mutualité
de 13h à 17h
Meeting-Débat

MANIFESTATIONS A PEKIN

De nouvelles informations nous parviennent de Chine. L'Agence Chine-Nouvelle a publié une déclaration le 21 octobre 1976 sur les derniers événements. Comme nous nous sommes engagés à le faire auprès de nos lecteurs nous publions ce document.

Cette publication ne signifie pas un quelconque suivisme par rapport aux décisions du Comité central du Parti communiste chinois mais un élément pour une connaissance approfondie de ces événements.

DÉPECHE DE L'AGENCE CHINE NOUVELLE (EXTRAITS)

A Pékin, manifestation monstre acclamant la nomination du camarade Hua Kouo-feng comme président du Comité central du Parti communiste chinois et de la Commission militaire du PCC ainsi que l'écrasement de la clique anti-parti des quatre.

Aujourd'hui 1,5 millions de militaires et de civils de la capitale, rayonnant de fierté et en effervescence ont organisé une manifestation monstre acclament la nomination du camarade Houa Kouo-feng au poste de président du Comité central du Parti communiste chinois et la Commission militaire du Comité central du Parti communiste chinois.

Ils ont acclamé la grande victoire du Comité central du parti ayant à sa tête le président Houa Kouo-feng qui, fidèle à la volonté du président Mao et incarnant les intérêts fondamentaux et les aspirations communes de tout notre parti, de toute notre armée et de notre peuple multinational a mis en pièces d'un seul coup la clique antiparti de Wang Hong-wen, Chang Chouen-kiao, Kiang Sing et Yao Wen-yuan qui complotaient de s'emparer du pouvoir du parti et de l'État.

Dans la capitale chinoise, partout règne une ambiance révolutionnaire d'unité de combat et de victoire. Dès la matinée, par groupes, ouvriers, membres des communes populaires, commandants et combattants de l'APL de Chine, miliciens populaires, cadres et intellectuels révolutionnaires, gardes rouges, citadins et représentants des autres milieux, sous la conduite des dirigeants des organismes du parti, du gouvernement et de l'armée aux divers échelons convergeaient de tous côtés vers la place Tien-an-men, brandissant des grands portraits de notre grand dirigeant et éducateur, le président Mao et des drapeaux rouges.

Au rythme des gongs et des tambourins, ils étaient débordant d'enthousiasme. L'avenue Chang-An, longue de 5 km, était noire de monde, la majestueuse place Tien-an-men rouge de drapeaux alors que fusaient de toutes parts chants, acclamations, bruits retentissant de gongs, tambourins et pétards ainsi que de mots d'ordre.

Les manifestants brandissaient d'innombrables banderoles sur lesquelles on lisait entre autres : «*Acclamons chaleureusement la nomination du camarade Houa Kouo-feng comme président du Comité central du Parti communiste chonois et de la Commission militaire du Comité central du Parti communiste chinois*», et «*saluons chaleureusement la grande victoire remportée dans l'écrasement de la bande des quatre qui complotait de s'emparer du pouvoir dans le parti et l'État*»(...)

ONU : Ecrasante condamnation du colonialisme français

L'assemblée générale des Nations unies par 102 voies contre une (France) avec 28 abstentions, a «condamné énergiquement» la présence de la France à Mayotte, et demandé au gouvernement français «de se retirer immédiatement de l'île comorienne de Mayotte, partie intégrante de la République indépendante des Comores». Cette décision a été prise sur la base d'une résolution présentée par 40 pays africains et le Cambodge.

102 pays, dont la totalité des pays africains et arabes, ont voté en faveur de cette résolution.

La France a voté contre le projet de résolution, car «le texte est inacceptable», a déclaré M. Jacques Lecompt, le délégué français.

On ne peut parler «raisonnablement de violation territoriale» et «atteinte flagrante à l'unité des Comores» quand la France n'a fait que tirer les conséquences de l'expression de la libre volonté des populations et des circonstances qui l'ont entourée, a-t-il déclaré.

Or, on sait que la France, après avoir signé une déclaration commune sur l'indépendance des Comores en 1974 et après que la majorité des Comoriens ait approuvé cette indépendance par référendum, a occupé l'île de Mayotte et s'efforce d'y consolider son occupation.

Cette piètre argumentation colonialiste vient juste après le honteux veto du gouvernement français à une résolution du conseil de sécurité de l'ONU demandant l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud.

Ainsi la bourgeoisie française persiste dans cette région du monde si convoitée par les superpuissances à vouloir jouer pour son propre compte un rôle impérialiste : elle soutient sans vergogne le régime raciste sud-africain, occupe Djibouti, Mayotte et la Réunion que Giscard d'Estaing a osé qualifier sans rire de «France de l'Océan Indien».

le monde en marche

Chine

Des ouvriers parlent de la lutte de classe

Dans le cadre de la riposte à apporter à la campagne antichinoise qui se déchaîne ces jours-ci, un camarade nous a fait parvenir les extraits d'un entretien qu'il a eu au printemps dernier avec *quatre membres des groupes d'étude de la théorie de l'usine de rubis de montres de Shanghaï*. Une ouvrière, secrétaire-adjointe du Comité révolutionnaire de l'usine, le responsable des groupes d'étude de la théorie et deux ouvriers membres des groupes d'atelier 1 et 4 répondent à nos questions.

Quelle est l'histoire de votre groupe ?

Notre usine fabriquait autrefois des stylos. En 1958, les ouvriers de Shanghaï ont réussi à fabriquer des montres, mais on devait importer les rubis. En 1960, nous avons commencé à changer de métier. Après deux ans de pratique et 12 000 essais nous avons pu fournir les rubis de toutes les montres de fabrication chinoise.

En 1970, le président Mao nous a conseillé de bien lire les œuvres et de bien comprendre le marxisme-léninisme. En 1971, notre groupe d'étude de la théorie ne comptait que six personnes mais, à travers le mouvement de critique de Lin Piao et de Confucius et maintenant le mouvement de riposte au vent déviationniste de droite, il a atteint 240 membres, soit 20 % des ouvriers. Parmi ses membres, 90 % sont des ouvriers qui participent à la production, 40 % sont des femmes, il y a 25 % de vieux, 30 % d'ouvriers d'âge moyen et 45 % de jeunes.

Comme l'a dit Eugène Pottier, l'auteur de l'Internationale, *«Nous ne sommes rien, soyons tout»*. Nous devons être les maîtres de l'usine, exercer une dictature sur la bourgeoisie. Pour y parvenir il faut des théoriciens ouvriers. Les ouvriers étudient le marxisme-léninisme et la pensée-maotsétoung avec acharnement : plus de deux heures par jour en dehors des heures de travail. Quelquefois, les ouvriers doivent lire vingt œuvres marxistes pour écrire un article de critique.

Avant la Révolution culturelle, il était très rare qu'on publie des articles théoriques des ouvriers. Pendant 17 ans il n'y en a eu qu'un seul sur notre usine, et il n'était pas écrit par nous ! Depuis la Révolution culturelle les journaux publient chaque année de nos articles. Le «Drapeau rouge» [revue du Comité central du parti] a publié un article de nos ouvriers. Depuis le mouvement de riposte au vent déviationniste de droite, une dizaine d'articles de notre usine viennent d'être publiés. Cela montre que les ouvriers ont voix au chapitre dans le domaine de la théorie.

La tâche des théoriciens ouvriers, c'est de refléter l'esprit révolutionnaire des ouvriers. Nous faisons le bilan des actions des ouvriers, dans le domaine de la gestion, des innovations techniques. De là on peut comprendre que dans une usine socialiste, on doit mobiliser l'initiative des ouvriers. Au contraire, Teng Siao-ping mettait l'accent sur la gestion d'une minorité sur la majorité, il était aveugle devant l'initiative des ouvriers. La gestion des entreprises par une minorité et par des règlements est un sysème capitaliste.

Nous ne disons pas que nous ne voulons pas de règlement, mais la pratique des ouvriers nous montre que le point de départ doit être de s'appuyer sur les ouvriers.

En un mot, le groupe des théoriciens doit se faire le porte parole des ouvriers pour qu'ils deviennent des pionniers qui propagent le marxisme-léninisme et défendent la dictature du prolétariat.

Les ouvriers étudient la théorie non pas pour enrichir leurs connaissances personnelles et les considérer comme des richesses personnelles mais pour consolider la dictature du prolétariat dans chaque unité de base.

On discutait le problème de la limitation du droit bourgeois, certains trouvaient que c'est très difficile de limiter le droit bourgeois. Mais si l'on compare le droit bourgeois à la montagne que Yukong déplaça ils disent : cette montagne est un obstacle sur notre route pour continuer la révolution. Yukong était sûr de la victoire. Plus on enlève, moins la montagne est haute, on est sûr qu'un jour on pourra l'éliminer. Plus on enlève, moins la montagne est grande, c'est une loi. (...)

Nous limitons le droit bourgeois, devons-nous attendre que les capitalistes le fassent ? Les ouvriers peuvent limiter le droit bourgeois dans la vie courante. Par exemple un vieil ouvrier vient d'aller à la campagne pour la noce de son fils. Son fils lui avait écrit d'apporter beaucoup de cadeaux pour la famille, des articles d'usage courant. Le vieil ouvrier lui a apporté des livres politiques. Dès son arrivée il a propagé activement le marxisme-léninisme et la pensée-maotsétoung tout en évoquant ses souffrances de l'ancienne société.

Un groupe de théoriciens ouvriers discutent d'un article.

Des exemples de ce genre son innombrables, surtout à la suite des derniers mouvements.

«La bourgeoisie existe au sein du parti», étudiez-vous cette question ?

Après la publication de la citation du président Mao nous avons commencé à étudier cette question ; surtout après l'éditorial du Quotidien du Peuple «La Grande Révolution culturelle rayonnera toujours de tout son éclat» (1). On s'est posé la question : pourquoi la bourgeoisie existe-t-elle au sein du parti ?

Nous comprenons cela : avec la prise du pouvoir, le prolétariat devient la classe dominante, les rapports de classe ont changé. Que la bourgeoisie soit au sein du parti, c'est la caractéristique de l'époque historique. Dès le premier jour de la fondation d'un parti communiste et dans tout le mouvement ouvrier, il existe déjà des éléments bourgeois et un «contingent de bourgeois». Mais au début la bourgeoisie était la classe dominante et à ce moment-là les forces principales des capitalistes n'étaient pas au sein du parti, leur quartier général était à l'extérieur. C'est pourquoi, Marx, Engels et Lénine, à l'époque, disaient que les intérêts des capitalistes au sein et en dehors du parti étaient les mêmes. Ils insistaient sur le fait que les capitalistes au sein du parti relevaient toujours des capitalistes de l'extérieur. Ils les appelaient «la queue des capitalistes libéraux et leurs apprentis». Lénine les appelait «laquais et outils des capitalistes monopolistes».

Dans la société socialiste, le cas n'est pas le même car le prolétariat a pris le pouvoir. Avec la victoire du socialisme dans notre pays, les capitalistes ont perdu non seulement leurs moyens de production mais aussi leurs réputations.

Les capitalistes au sein du parti ont alors joué le rôle de dirigeants de toute la classe des capitalistes, ils sont devenus la force principale de la restauration du capitalisme à l'époque socialiste. Ils ont en leurs mains un pouvoir très grand et d'ailleurs «ils ont un manteau marxiste-léniniste et un rôle dirigeant dans le parti», c'est pourquoi leurs activités sont trompeuses pendant un certain temps. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe plus de capitalistes dans la société, mais leurs forces principales sont au sein du parti et leur quartier général est au sein du parti.

Cette directive a résolu le problème de quelle est la cible principale de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie pendant la période socialiste. C'est une contribution pour renforcer la dictature du prolétariat et lutter contre le révisionnisme.

Nous devons tirer la leçon sanglante de l'URSS. Ses dirigeants ont usurpé le pouvoir et changé la nature du PCUS et de l'URSS. Cette directive nous indique le secret de la transformation de la nature de l'URSS.

Cette directive permet de voir clairement le visage de Teng Siao-ping : ce n'était pas un vieux cadre, c'était un capitaliste au sein du parti.

Et la base matérielle de l'existence de la bourgeoisie dans le parti ?

Dans la société socialiste, il existe inévitablement le droit bourgeois, c'est la base de l'existence de la bourgeoisie au sein du parti. Le droit bourgeois est une égalité en apparence, une inégalité en réalité. Il existe encore un système marchand, les différences entre villes et campagnes, entre dirigeants et dirigés... Dans la répartition des productions il existe une inégalité. Le problème clé, c'est de savoir qui bénéficie de ces inégalités.

Le président Mao a dit :

«On mène la révolution socialiste, et on ne sait même pas où est la bourgeoisie; or elle existe dans le Parti communiste, ce sont notamment les responsables engagés dans la voie capitaliste.»

Il a parlé de deux problèmes : 1) ils sont dans le parti ; 2) ils sont des responsables. Cela indique la base économique (...).

Si on ne peut pas comprendre ce problème, que ces différences sont des manifestations du droit bourgeois, si on ne voit pas que notre tâche est de limiter ces différences et si au contraire on protège et élargit ces différences, on s'oppose aux ouvriers, paysans et soldats. Cette opposition est en réalité une opposition de classe. Lénine a donné cette définition : la classe est un groupe social dans la structure économique. Un groupe peut accaparer les résultats du travail d'un autre groupe, cela fonde l'existence des classes. Les responsables engagés dans la voie capitaliste veulent élargir leurs intérêts en mettant le travail du peuple à leur propre service, ils exploitent les travailleurs. (...)

Limiter le droit bourgeois est une mesure importante pour lutter contre le révisionnisme.

Maintenant par exemple chaque cadre doit participer cent jours au travail manuel par an, deux mois de suite au moins et chaque semaine un jour. Ainsi on évite que les cadres recherchent des intérêts opposés à ceux des ouvriers.

Nous sommes des ouvriers. Juger si une ligne est juste ou fausse, ce n'est pas un problème abstrait. Pour juger la ligne il faut d'abord voir quelle place cette ligne a donnée aux ouvriers. En 1963-64, dans notre usine, on appliquait en grand la ligne révisionniste de Liou Chao-chi, qui principalement copiait la ligne révisionniste de l'URSS. A ce moment-là, il n'était pas question de la participation des cadres au travail manuel. Ils se mettaient en haut. Même en ce qui concerne les chaises il y avait des différences. Dans leurs bureaux il y avait des divans, pour les simples cadres des chaises et les ouvriers n'avaient que des tabourets.

Quand ces cadres élaboraient des projets ils ne demandaient pas l'opinion des ouvriers. Ils nous chronométraient et calculaient en secret leurs plans. Ils oubliaient même le temps qu'il faut pour aller aux toilettes. C'est pourquoi les rapports entre ouvriers et cadres étaient ceux de souris à chats. Si un ouvrier voulait proposer une innovation, il fallait passer par six départements et 23 formalités.

Si on ne poursuit pas la Révolution culturelle ça ne va pas, les capitalistes nous domineront à nouveau.

(1) : Pour le 10e anniversaire de la «Circulaire» du 16 mai 1966 du Comité central du Parti communiste chinois. Voir Pékin Information, No 21 du 24 mai 1976.

nouvelles intérieures

DERRIERE LA CAMPAGNE «ANNECY, VILLE PROPRE»

Tel est le mot d'ordre du syndicat d'initiative de cette ville qui, sous prétexte de lutter contre la pollution, a pris de bien curieuses mesures.

Qu'on en juge ! Décrétant que les affiches sont préjudiciables à l'esthétique de la ville, le conseil municipal a pris un arrêté qui stipule que toutes les affiches qui ne sont pas apposées sur les panneaux municipaux prévus à cet effet, seraient à l'avenir enlevées dans les délais les plus brefs.

Pour se poser en parfaits démocrates, ces messieurs ont inventé un système qui risque de faire école si on ne s'y oppose pas rapidement et énergiquement. Ils ont dressé un certain nombre de panneaux municipaux destinés à l'affichage libre et s'en sont réservé une grande partie de façon à ceque la maison du tourisme puisse les recouvrir d'affiches annonçant les manifestations culturelles qui ont lieu à Annecy.

En apparence, c'est le système «idéal». Quand une société organise une réunion publique, elle n'a qu'à faire imprimer des affiches à son nom et à les remettre à la maison du tourisme qui se charge de les coller gratuitement.

En fait, ce système est parfaitement réactionnaire, voire fascisant.

Pourquoi ? Tout d'abord parce qu'il veut permettre de faire passer «en douceur» une mesure aussi antidémocratique que la restriction de la liberté d'affichage. Ce droit est pourtant reconnu par la loi de 1881 mais tout le monde sait que la bourgeoisie est la première à ne pas respecter la loi qu'elle a elle-même fixée.

Ensuite, parce que quiconque appose sur les panneaux municipaux réservés à la maison du tourisme, des affiches, *même si elles ne recouvrent pas celles qui sont déjà collées*, se voit signifier dans les 24 heures que «sous réserve de suites éventuelles» la maison du tourisme «sera dorénavent dans l'obligation de refuser la réservation des salles de réunion» à l'organisation qui a fait le collage.

On voit tout l'intérêt de ce système ! Du même coup on limite la liberté d'affichage et on peut interdire la location des salles de réunion (déjà rares à Annecy) à quiconque oserait braver l'arrêté municipal. Qui dit mieux ?

Enfin, dernier avantage notable de cette mesure, la limitation des points de collage permet aux renseignement généraux de procéder à une surveillance beaucoup plus efficace des militants qui viennent coller. Il suffit de placer quelques flics en poste fixe pour interpeller et ficher les militants en question !

Il faut dénoncer ce genre de mesure qui, sous prétexte de lutter contre la «pollution», ne sert qu'à préparer une répression politique de masse !

Correspondant HR Annecy.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

Jeudi soir à la Mutualité

Quand le PCF parle de liberté

Jeudi soir, le PCF, en la personne de Pierre Juquin participait à un meeting pour la libération du mathématicien soviétique Boukovski. Il est probable que la participation à ce meeting a dû provoquer de chaudes discussions et contradictions sur la tactique à adopter, au sein de la direction du PCF. Preuve en est que la CGT, quant à elle, a refusé de s'y associer en qualifiant ce meeting «d'antisoviétique».

Pour quelle raison, la direction du PCF a t-elle malgré tout décidé d'y participer ? Il s'agit tout simplement de sembler indépendant de l'URSS. Les dirigeants du PCF veulent faire croire qu'ils n'ont rien à voir avec les crimes commis par les sociaux-fascistes au pouvoir en URSS. En prévision des prochaines élections, ils veulent se donner une image de «démocrates». Il ne leur est plus possible de défendre ouvertement les crimes commis par la clique Brejnev. Leur image de marque en pâtirait trop et leurs chances d'accéder au pouvoir par le moyen des élections en seraient compromises. Personne en effet dans notre pays, ne veut d'une dictature fasciste telle que celle qui règne en URSS.

Mais l'intervention de Juquin devait permettre de voir que ces contradictions avec l'URSS ne porte pas sur l'essentiel et que les dirigeants du PCF font tout pour entretenir des illusions sur l'URSS même s'ils sont maintenant contraints de reconnaitre que les droits de l'homme y sont bafoués.

Juquin, non sans cynisme, devait affirmer la solidarité du PCF avec la clique Brejnev. L'essentiel de son intervention a consisté à vouloir donner une image mensongère de l'URSS. Il devait notamment s'employer à faire croire que les crimes qui y sont commis sont moins graves que ceux commis en Uruguay par exemple. Il s'agirait de simples «incidents». Une fois de plus, il devait accuser d'«antisoviétisme» ceux qui font une remise en cause globale de l'URSS.

Et les révisionnistes n'ayant plus rien à dire pour tenter de donner une image attirante de l'URSS, il devait mettre en avant les 20 millions de morts dans la guerre contre le nazisme. Mais cette URSS là c'était celle de Staline que les révisionnistes ne cessent de traîner dans la boue. Et, cette URSS là n'avait rien à voir avec l'URSS d'aujourd'hui. Celle-ci a pris maintenant la relève d'Hitler.

Juquin devait encore chercher à présenter l'URSS comme une alliée des mouvements de libération nationale. Pour cela, il donnait en exemple l'Angola. Il voulait ainsi, une fois de plus, présenter ce qui n'a été qu'une agression visant à faire de l'Angola une néo-colonie de l'URSS, comme une aide apportée au peuple angolais.

Mais surtout, Juquin devait chercher à présenter le PCF comme le «parti des libertés», qui «n'a jamais touché aux libertés». C'est là que Juquin allait atteindre le comble de l'infamie. Pour tenter de faire croire que le PCF a toujours été aux côtés des peuples en lutte contre le colonialisme français et a consenti pour cela des sacrifices, il citait le nom de Fernand Yveton. Fernand Yveton, militant communiste, s'était rangé aux côtés du peuple algérien et avait été désavoué par la direction du PCF. Fernand Yveton, guillotiné sur l'ordre de Miterrand, alors ministre de la Justice, et aujourd'hui grand allié des dirigeants du PCF. !

Les dirigeants du PCF,en difficulté, mentent comme ils respirent. Tout ce qu'ils disent est falsifié. Il en va ainsi de leur prétendue indépendance envers l'URSS comme de leur image de «parti des libertés».

Bilan de 5 mois de lutte (3)

Depuis la libération de Romain Le Gal

La nouvelle de la libération de Romain est tombée comme une bombe... Tous ceux qui pendant cinq mois n'avaient cessé de lutter pour expliquer cet emprisonnement, explosaient de joie.

La nouvelle s'est transmise de bouche à oreille et le samedi 11 septembre, c'est plus de soixante camarades et amis qui venaient spontanément accueillir Romain en gare de Lorient en chantant «l'Internationale» et en scandant «Pas une seule inculpation ! Liberté pour les prisonniers politiques !»

Le lundi 13 septembre, à Lorient, 200 personnes sont présentes à la réunion hebdomadaire du comité de soutien. Un bilan fut fait de l'action du comité de Lorient et de Plouhinec, des comités de Bretagne, du soutien national et international. La mobilisation croissante a fait plier la bourgeoisie. C'est une victoire des travailleurs et des antifascistes.

Romain expliqua les conditions de sa détention, l'hypocrisie et le «cirque» que représente la cour de sûreté de l'État avec ses juges, ses flics...

Il souligna les circonstances des plus arbitraires dans lesquelles s'est déroulée sa libération, montrant la peur de la bourgeoisie de voir se développer la révolte des travailleurs contre ce système d'oppression. En effet, la précipitation et l'absence totale d'explications qui ont entouré la libération de notre camarade montrent que la bourgeoisie veut étouffer l'affaire.

D'ailleurs, le sous-préfet de Lorient téléphonant à un élu local disait sa gêne : «Vous comprenez, ça va paraitre bizarre pour l'opinion publique... 5 mois de détention et pas de procès.»

Le vendredi 17 septembre, le comité de Plouhinec appelle la population à une réunion publique. Une cinquantaine de personnes étaient présentes parmi lesquelles des marins-pêcheurs, des ouvriers, des paysans. Une soirée chaleureuse où à la joie de retrouver un compatriote s'ajoutait la ferme détermination de poursuivre la lutte.

Le retour au boulot à la mairie de Lorient

A la base, c'est un accueil chaleureux que Romain a reçu des travailleurs de la mairie. Dans son équipe de travail, ce fut une immense satisfaction de retrouver leur camarade : «On arrose ta libération... explique-nous en détail». Il a fallu une journée entière pour expliquer l'affaire et ça continue...

Dans les services ou Romain passait — pendant ses délégations syndicales — les travailleurs s'arrêtaient pour venir le saluer et demander des explications, car qu'ont fait les dirigeants révisionnistes sinon faire planer le doute sur l'affaire.

Une employée disait : «Tu sais, Romain, le 15 mai, c'était formidable, ça changeait des manifestations habituelles !»

Du côté des responsables, le maire PS déclarait : «C'était le maximum qu'on pouvait faire pour vous... verser votre salaire alors que les textes légaux ne le prévoient pas !». Sans commentaire...

Deux responsables CGT ont demandé à Romain des explications comme s'ils ignoraient totalement les motifs d'inculpation. Et l'un d'eux a fini par dire : «C'était quand même arbitraire.» C'était un peu tard pour s'en rendre compte !

Et maintenant ?

Nous ne pouvons accepter que cette incarcération scandaleuse et ces cinq inculpations arbitraires soient passées sous silence.

Soyons à l'offensive !

Exigeons

— la levée des inculpations des emprisonnés politiques et syndicaux !

— la réintégration de tous les militants syndicaux et des travailleurs licenciés !

— l'arrêt des expulsions de travailleurs immigrés et le retour des expulsés !

La bourgeoisie a peur d'un procès. Nous ferons le procès de la bourgeoisie.

Expliquons pourquoi notre camarade Romain a été emprisonné. Expliquons le juste combat que mène le PCMLF pour balayer le système capitaliste, qu'il soit géré par des bourgeois de droite ou de «gauche». Avec les travailleurs en lutte, les petits paysans, les travailleurs immigrés, dressons-nous en accusateurs de la bourgeoisie !

Voilà le juste prolongement de la lutte contre la répression qui a touché les marxistes-léninistes de Lorient.

Suite de l'éditorial

Les dizaines de millions de membres du Parti communiste chinois ainsi que les larges masses populaires participent en permanence à travers meetings et réunions à la lutte idéologique concernant la façon de poursuivre la révolution et de contribuer plus à la révolution mondiale. Ainsi ce sont des ouvriers et de jeunes révolutionnaires qui ont critiqué les premiers Liou Chao-chi ; ce sont des ouvriers qui les premiers ont critiqué le programme révisionniste de Teng Siao-ping. Et lorsque le traître Lin Piao tenta d'assassiner Mao Tsé-toung le peuple chinois fut immédiatement informé même si aucune information ne fut officiellement communiquée sur le plan international pendant un an pour des raisons de sécurité.

Le peuple chinois est un grand peuple révolutionnaire éduqué dans l'esprit du marxisme, du léninisme et de la pensée-maotsétoung. La classe ouvrière chinoise est une classe ouvrière aux profondes traditions révolutionnaires et elle a du caractère.

De plus, la Chine est dirigée par le grand, glorieux et juste parti communiste fondé et éduqué par Mao Tsé-toung.

Ce serait vraiment céder facilement à la propagande bourgeoise de croire que la mort cruelle du président Mao suffit à permettre le renversement de la dictature du prolétariat.

La question de savoir quelle voie suivra la Chine, une voie capitaliste ou la voie socialiste, n'est pas réglée, c'est vrai. Mais précisément parce que les ouvriers, les paysans, les soldats et tous les révolutionnaires chinois ont cette préoccupation constamment à l'esprit, les tentatives de restauration du capitalisme ne seront pas si faciles en Chine.

Voilà ce qu'il nous faut inlassablement expliquer : là sont les raisons de notre grande confiance dans le peuple chinois, dans le Parti communiste chinois et dans son Comité central.

Le soutien à la Chine est un devoir internationaliste : la dictature du prolétariat, là où elle est établie, est le bien du prolétariat international. C'est la raison pour laquelle les impérialistes et sociaux-impérialistes , les révisionnistes et tous les réactionnaires cherchent à l'abattre. Nous ne devons pas négliger leurs campagnes idéologiques qui sont une préparation des esprits à des attaques de plus grande envergure !

la France des luttes

QUELLE COORDINATION DES LUTTES ?

1 - Interview de Roland Vittot de la CFDT-Lip

La seconde réunion de travail regroupant des entreprises en lutte contre des licenciements collectifs et occupées par les grévistes a eu lieu les 10 et 11 septembre dernier. Le prochain se tiendra les 5 et 6 novembre soit à Fougères soit à Clermont-Ferrand. Entre ces deux dates, les travailleurs de Lip ont sorti un numéro de Lip-unité portant essentiellement sur cette coordination des luttes. Les directions confédérales CGT et CFDT ne sont pas resté inactives puisque dans la foulée des préparatifs de «grèves nationales», pour l'emploi, Séguy a exclu la section de l'Imro pour avoir participé à cette coordination précisément, et les récents numéros de Syndicalisme-Hebdo (organe de la CFDT) revenaient à la charge contre elle, de manière détournée mais pas ambigue du tout.

Pour notre part, nous avons fait largement écho de ces différents événements dans nos colonnes, encore tout dernièrement en publiant l'interview d'un délégué CGT de la SCPC de Cournon (qui a participé à la seconde rencontre de la coordination). Cependant à la demande de nombreux lecteurs et camarades ouvriers il nous semble aujourd'hui nécessaire de faire le point comme on dit en langage courant. Nous commençons donc aujourd'hui une série d'articles pour informer nos lecteurs et contribuer en donnant notre point de vue de marxistes-léninistes sur ces questions au développement, à la consolidation sur des bases justes et de masse de ces initiatives de coordination des luttes d'un type nouveau que nous soutenons fondamentalement. Nous commençons notre série par les réponses de Roland Vittot de la CFDT-Lip à deux questions que lui a posées un camarade lecteur du journal. Comme demandé, nous les publions intégralement bien que ne partageant pas l'intégralité des points de vue développés par Vittot, à titre d'information tout d'abord mais aussi parce qu'ils sont représentatifs d'un courant d'opinion répandu chez nombre de travailleurs avec lesquels nous entendons débattre de ces contradictions «au sein du peuple». La parole à Vittot donc :

Que s'est-il passé pendant l'été et où en êtes-vous ?

Pendant l'été la mobilisation a été soutenue, même à la période la plus creuse des vacances. L'assemblée générale a toujours regroupé un nombre important de Lip.

Devant l'éventualité d'une évacuation de l'usine par les flics et le gouvernement jouant le pourrissement nous avons le 26 juillet déplacé le stock de montres ; cela a permis aussi de relancer la popularité du conflit. Que veut-on ? D'abord vivre au pays et rester à Lip avec 900 emplois, c'est-à-dire sans remise en cause ni de nos acquis, ni de notre unité.

Or, le patronat tente en permanence de faire croire à l'opinion publique que, seule Lip est malade que le reste de l'horlogerie se porte bien.

Seulement il y a un problème global de l'industrie horlogère et si nous nous battons pour 900 emplois à Lip, nous nous battons aussi pour que l'industrie horlogère soit sauvée et pour que des industries de diversification s'installent.

En fait, il faut reprendre encore une fois ce problème.

Le marché de la montre mécanique est saturé et il y a révolution totale dans la montre par la sortie de la montre à quartz. Or, Lip est la seule boite en France à avoir un secteur de recherche et à avoir commercialisé cette montre à quartz. Ce qui était de l'horlogerie devient de l'électronique ; conséquence, des suppressions d'emploi.

Il y a une action menée par les syndicats horlogers CFDT de Besançon, de Maiche, de Morteau pour faire prendre conscience à la population de la gravité de la situation, des graves risques qui se profilent, en un mot pour leur dire : «Dans quelques temps, il n'y aura plus d'horlogerie ; où allons-nous travailler ?»

Voilà pourquoi on dit : «Lip est viable» et à travers la défense d'une branche d'industrie, on défend nos emplois.

D'autre part, vu la restructuration capitaliste, on dit : «On va essayer de montrer qu'on a d'autres capacités, par exemple faire des recherches dans la micromécanique, on a pris des contacts avec des toubibs, on fait un jeu de société basé sur le chômage, etc.

A quelles difficultés vous heurtez-vous ?

Des commissions ont été créées, mais c'est une réussite partielle. Beaucoup ont tendance à rester chez eux, il y a les 90 %.

Pour essayer de mettre en route les chômeurs, des copains ont été tous les jours à l'ANPE pendant un mois, discuter, écouter. On a distribué un tract et touché les 4 000 chômeurs, mais c'est un travail très long.

Seulement les gens disent : «Vous gagnez 90 % à rien faire». C'est pour ça qu'on essaie de mordre sur la population, de la gagner et non de la braquer.

Pour la coordination, bien sûr, on voudrait que ça soit plus large. Mais les luttes sur l'emploi sont récentes. En 73, il y avait 3 ou 4 boites. Maintenant, il y en a 250. C'est un problème de temps, d'informations, il faut qu'on puisse se voir souvent, etc. ce n'est pas facile.

Il y a d'autres problèmes, avec la CGT qui, alors qu'une action commune avait été décidée et commencée à être appliquée, a brutalement sorti un tract, seule, sans nous prévenir.

Congrès CFDT cheminots

La direction fédérale malmenée

Le 33e Congrès de la fédération CFDT des cheminots qui s'est tenu du 12 au 15 octobre à Montpellier aura été le congrès du mécontentement de la base.

L'attitude suiviste à l'égard de la CGT et défensive face au patronat de la direction fédérale a été fréquemment critiquée. Lors du vote du quitus (c'est-à-dire approbation du bilan de l'activité passée de la direction) le congrès a voté contre ! Fait relativement rarissime : 5,5% d'abstentions, 46 % pour et 48,5 % contre.

Il a fallu la présence de Michel Rolant (dirigeant confédéral) et un chantage au risque de destruction de la fédération pour que 3 des principaux anciens dirigeants conservent leur poste malgré tout. L'opposition à la direction n'est cependant pas homogène mais le vote de certains amendements fut extrêmement révélateur des clivages politiques, ainsi, un amendement proposait : «La défense et l'extension des nationalisations doivent constituer au cours de la prise du pouvoir par les partis de gauche des leviers de la lutte anticapitaliste» ; il a été repoussé par 95 voix, approuvé par 130 et 138 se sont abstenus.

A une question du syndicat de Dijon sur la lutte des foyers Sonacotra, l'emprisonnement de Romain Le Gal et la répression dans l'armée, Michel Rolant devait répondre en qualifiant notre camarade Romain d'adversaire du syndicalisme et de la CFDT.

C'est bien dans la logique de ces responsables qui s'identifient à l'organisation toute entière et assimilent toute critique contre leur ligne de collaboration de classe à une attaque antisyndicale. A en juger par le congrès CFDT des cheminots, nous ne sommes pas les seuls à mener dans le cadre de nos organisations syndicales un combat politique indispensable pour des conceptions de lutte classe contre classe et pour l'unité prolétarienne. N'en déplaise à Monsieur Rolant ou d'autres, nous continuerons ce combat syndicaliste pour arracher nos camarades de travail à l'influence des illusions bourgeoises que la direction confédérale propage.

Tournan (Ardèche)

2e semaine de grève à la SFMN

Refusant de faire de la journée du 7 octobre une journée sans lendemain, les ouvriers de la SFMN, après avoir déposé leur cahier de revendications auprès de la direction, et devant le refus de celle-ci de discuter quoi que ce soit, sont entrés en grève le mardi 12 octobre.

Pour : 160 F uniformes pour tous ; intégration progressive de la prime de rendement dans le salaire ; 160 F de prime d'équipe ; 13e mois égal pour tous.

C'est en assemblée générale chaque jour que se décide la reconduction de la grève, que toutes les actions sont discutées et décidées.

Ces actions sont différentes chaque jour et suivies par tous : tours dans les ateliers, blocage d'une porte, puis d'une autre à l'autre bout de l'usine empêchant ainsi l'huissier de faire son constat, départ en manifestation et occupation de la mairie de St-Jean-de-Muzols, délégation auprès de la direction, distribution de tracts et délégation auprès de la maison mère (la SPIT à Valence) etc.

Aujourd'hui les problèmes de popularisation et de solidarité auprès des autres travailleurs de Tournon, commencent à se poser...

Soutenons la lutte des ouvriers de la SFMN !

Correspondant HR.

Grenoble

Comment les révisionnistes marchandent les licenciements

Fontaine est une ville ouvrière de la banlieue de Grenoble. 25 000 habitants et une mairie qui autrefois a été communiste. Aujourd'hui c'est une mairie révisionniste de choc, qui réclame plus de flics pour la sécurité des biens et des personnes.

A Fontaine, il y a une union locale CGT entièrement aux mains des révisionnistes, ces faux communistes du PCF. Le 7 octobre, quelques centaines de travailleurs fontainois se sont rendus en cortège à Grenoble (ce n'est pas une aventure, il suffit de passer le pont du Drac !), aux cris de «Union, action, Programme commun»... Parmi eux, les travailleurs de l'entreprise Dumaz Plastique en cessation d'activité. Depuis 3 mois, ils occupent leur usine pour garder leur emploi.

Et pourtant il faut croire que les dirigeants du syndicat ont, eux, d'autres raisons puisqu'ils viennent de signer un accord avec le syndic : les travailleurs doivent *terminer les commandes.*

Les patrons doivent en avoir bien besoin de ces commandes puisqu'ils négocient pour ça. C'est un élément important du rapport de forces entre eux et les travailleurs. Ainsi le syndicat CGT se range du côté du patron en appelant à reprendre le travail pour effectuer ces commandes qui ne seront donc plus un atout dans les mains des grévistes.

En contrepartie, le chômage sera aménagé : le patron paiera quelques indemnités à ceux qui ont eu... des retenues sur paye pour retard ! On paiera des indemnités maladies, on établira les certificats, etc.

Mais les bonzes syndicaux, eux, se sont bien servis : ils auront leurs 20 heures de délégation et *c'est eux qui choisiront les travailleurs* qui devront finir les commandes... et en avant le copinage !

Pour conclure, naturellement, ces bandits poussent un grand cri de victoire : «La lutte a payé»... Mais pour qui ? Pour eux, pas pour les ouvriers.

Rennaise de préfabrication

Echec de la grève

Les ouvriers de la Rennaise de préfabrication qui étaient en grève depuis le 6 octobre pour obtenir une augmentation égale pour tous, une augmentation de la prime de transport et de la prime de panier ainsi que de meilleures conditions de travail viennent de reprendre le travail sans avoir pratiquement rien obtenu.

Dans une prochaine édition, les marxistes-léninistes de l'usine expliqueront les causes de cet échec et tireront les leçons qui s'imposent.

la France des luttes

CES PATRONS QU'ON TUTOIE ...

La lutte des employés du comité d'établissement de la SNECMA-Corbeil

En licenciant 3 employés CFDT du comité l'hiver dernier, la direction CGT et FO avait prouvé qu'elle était capable d'agir comme n'importe quel patron pour se débarrasser de salariés un peu trop «remuants». A l'époque, elle avait dû piteusement battre en retraite devant la détermination des 3 licenciés, qui, soutenus par leurs camarades de l'usine (900 signatures sur la pétition !), devaient obtenir leur réintégration sans perte de salaire.

Malgré tout, nombre de travailleurs honnêtes attribuaient le comportement extrême aux rivalités syndicales, et tendaient donc à renvoyer tout le monde dos à dos. Ce qui se passe aujourd'hui au comité devrait leur ouvrir les yeux définitivement sur la nature réelle de ces gens.

Des revendications justes

Il y a près de 120 employés au comité d'établissement (CE), et de ce fait, ils ont leurs propres délégués, un CFDT pour 4 CGT.

A la dernière réunion de délégués avec le bureau du CE, il a été demandé : des augmentations de salaire pour les serveuses et les bas salaires (35 serveuses ne gagnent pas 2 000 F) ; des vêtements de travail ; des embauches supplémentaires ; le paiement du quart-d'heure supplémentaire des «extras» (travailleurs du CE sous contrat dont un quart-d'heure de travail n'est pas payé).

A tout cela, il a été répondu non... «Que les extras étaient libres ou non de signer le contrat tel qu'il était...», «qu'il fallait s'aligner sur l'usine...», «qu'on n'allait pas faire la révolution au CE, que la solution, c'était un changement de gouvernement !»

Un mouvement à caractère de masse

Ce sont des réponses de tauliers ! Pour une fois, les deux sections CGT et CFDT se sont retrouvées d'accord pour le constater et pour agir ensemble. Une assemblée générale a fait approuver un texte très ferme qui a été porté massivement au comité... où bien sûr aucun responsable n'était présent.

Cette assemblée a montré que le mouvement actuel a un caractère de masse, que les bas salaires qui forment la majorité sont prêts à lutter avec résolution, qu'il y a une nette coupure entre la masse des salariés des restaurants et la petite minorité de privilégiés du PCF qui occupent les bonnes places dans les bureaux du CE.

A l'heure qu'il est, le mouvement a été stoppé par la section CGT du comité qui a eu peur de l'extension qu'il prenait, et qui a été «travaillée» à fond par la CGT-usine. Tout le paquet a été mis par elle sur la préparation de la journée d'action du 7 octobre, qui, de ce fait, montre bien (pour Corbeil en tout cas) qu'elle n'était qu'une manif-soupape faite pour laisser sagement la vapeur s'échapper, au lieu d'en utiliser la force *sur l'entreprise*, là où se déroulent les luttes.

On ne peut pas être à la fois camarade et patron

Les révisionnistes qui dirigent le comité avec FO ne sont pourtant pas au bout de leurs peines. Ils pensaient contrôler étroitement le personnel grâce à une CGT toute-puissante et télécommandée depuis l'usine. Mais on ne peut pas être à la fois *camarade et patron* ! Et leur démagogie du genre : «Quand on travaille dans un comité, on travaille pour des ouvriers, il faut faire des sacrifices, c'est comme un service public... etc.» tout cela ne marche plus ! Même auprès de la section CGT du CE. Peu importe au personnel qui l'emploie, dès lors qu'il en est complétement dépendant sur les plans de l'emploi, des salaires, des conditions de travail. *«Nous sommes des salariés comme les autres !»* Voilà leur mot d'ordre.

Ce mot d'ordre a une portée antirévisionniste extrêmement encourageante parce que cela fait apparaître en pleine lumière l'écart entre les promesses mirifiques du Programme commun et la réalité brutale de la nature exploiteuse des révisionnistes. Les salariés du CE comprennent graduellement que la journeé de travail d'un élu au CE se divise en 2 : une partie où il est travailleur dans l'usine, une autre où il se fait les dents comme patron. Qu'ils prennent le pouvoir demain, en évinçant les giscardiens, et ils seront comme Gierek, l'ex-ouvrier devenu exploiteur et geôlier en chef de la Pologne. Et pourtant, lui aussi était un prolétaire !

Tôt ou tard, de la somme d'expériences accumulées sur les trahisons locales du PCF, les travailleurs, avec l'aide de leur parti marxiste-léniniste, tireront des conclusions générales. Un saut se fera dans leur conscience. Et la révolution aura fait un sérieux pas en avant.

Les ml de la Snecma.

BATIMENT

Le travail à la tâche : un moyen de renforcer l'exploitation du prolétariat

Nous publions ci-dessous un article d'un ouvrier du bâtiment depuis plus de 10 ans, pour dénoncer le travail à la tâche que subissent de plus en plus les travailleurs des chantiers.

Avec le travail à la tâche : les salaires baissent le rendement s'accroit

Le tarif de tâche n'est pas un tarif général. Dans une boite tu peux avoir 5 F au m2 et dans une autre boite 2 F pour le même travail exécuté. Les travaux de tâche se discutent uniquement entre le patron et l'ouvrier (sauf dans les grandes entreprises comme Bâtir ou la SPR où les prix à la tâche sont fixés et mis sur papier, ce qui donne à l'ouvrier une certaine garantie), donc tu es à chaque fois obligé de discuter avec le patron, de gueuler plus ou moins pour essayer d'avoir un meilleur prix (c'est-à-dire : pour vendre ta force de travail le plus cher possible). Il faut bien voir que si le gars faiblit, se laisse embobiner, s'il n'ose pas marchander (c'est un vrai marchandage), il «se fait avoir» par le patron. Avec ce système, l'ouvrier qui retrouve enfin du boulot après avoir été au chômage, ou le gars qui est dans une mauvaise passe financière (loyers à payer, impôts, etc.), a tendance à capituler et à accepter n'importe quel prix. En plus, surtout dans les petites entreprises, ce système divise les ouvriers parce qu'il repose sur un paternalisme patronal grossier (le patron favorisè plutôt l'un que l'autre, il serre la pince aux gars et, à l'occasion, avant le boulot, il paie un pot, etc. Comme ça, après, le patron peut dire à l'ouvrier qui exige un meilleur tarif : «Tu me connais bien, tu sais que je ne suis pas différent de vous, on a tous les mêmes problèmes, je ne peux pas te donner plus, etc. !!!).

Il faut bien comprendre qu'un prix de tâche n'est pas une garantie pour l'ouvrier. Une fois le boulot fini, le patron peut te baisser ton prix en prétextant des «frais pas prévus» et autres bobards. Certains patrons (cela se fait assez souvent) exigent une «garantie» : par exemple, sur un travail de 1 000 F, le patron retient 10 % de «garantie» qui sont repayés à la fin du mois. Mais entre-temps si ton travail a été refusé lors d'une «réception» (quand l'architecte passe), le patron peut exiger que tu refasses tout le travail sans quoi tu n'es pas payé. Donc, l'ouvrier fait 2 fois le même boulot et il est payé pour un seul.

La progression du prix de tâche (prix payé à l'ouvrier) par rapport au salaire horaire, est *disproportionnée*. Depuis 68, les salaires horaires ont augmenté (mais le coût de la vie a augmenté trois fois plus !), tandis que le prix de tâche n'a pratiquement pas bougé. Par exemple, en 1968, pour le papier à tapisser la pose était payée en moyenne 0,80 F – 0,90 F le m2. Aujourd'hui elle est payée entre 1 F et 1,20 F le m2. Autre exemple : en 1970 la pose de la moquette était payée 1,10 F le m2 et aujourd'hui l'ouvrier reçoit 1,50 F le m2. Comme on le voit ces augmentations sont dérisoires.

Avec le travail à la tâche l'ouvrier *ne touche pas de panier* (allocation pour le casse-croûte), il ne touche pas ses *heures de route* (supposons que le chantier soit à 70 km, l'ouvrier qui a son salaire horaire a son transport payé par le patron, mais l'ouvrier à la tâche paie son déplacement de sa poche). En plus, à tâche, tu ne touches pas les *intempéries* (indemnités que reçoit l'ouvrier quand les conditions climatiques ne lui permettent pas de faire son boulot) si bien que, par exemple, tu as fini de peindre ta façade et voilà qu'il se met à pleuvoir. Toute la peinture dégringole, tu es obligé de recommencer et pour cela tu n'es pas payé. Dans le travail à la tâche, l'ouvrier ne touche ses intempéries que lorsque le temps est vraiment mauvais, et qu'il reste une journée ou deux sans pouvoir rien faire.

Bref, avec le travail à la tâche, sur le plan salaire l'ouvrier est de moins en moins payé.

Le salaire n'est déjà pas important mais le patron s'arrange pour *voler* encore plus ses ouvriers. Par exemple, il se sert des *pénalités*. Si un logement doit être fini le 30, chaque jour supplémentaire qui passe, le patron doit payer une pénalité (par exemple : un million par jour). Mais le patron, s'il a payé disons un demi-million de pénalités, il va répercuter cela sur les autres travaux en *baissant* le prix de la tâche. Bref : ce sont les ouvriers qui paient (en général, le patron baisse le tarif de tâche lors du chantier suivant ou pour un travail différent, pour que les ouvriers ne s'aperçoivent pas que les prix ont été baissés).

Le travail à la tâche aggrave le chômage

Mais tout en étant de moins en moins payés, dans le travail à la tâche les ouvriers font un boulot quantitativement supérieur. C'est normal : les gars foncent pour gagner le plus possible. Le rendement (pas la qualité) est bien meilleur : pour un salaire moindre les travailleurs du bâtiment produisent plus. On comprend que cela soit intéressant pour les patrons : leurs profits capitalistes ne font qu'augmenter, la bourse des ouvriers se vide, mais les coffres-forts des exploiteurs se remplissent.

Mais, en même temps, il faut voir qu'avec ce système les vieux travailleurs sont rejetés parce qu'ils ne peuvent pas tenir le rythme. Il faut travailler vite, toujours plus vite, mais, avec l'âge, l'ouvrier devient moins rentable pour le patron, alors celui-ci s'arrange pour le faire partir. La méthode est simple : le patron donne les plus sales boulots aux travailleurs plus âgés, ceux-ci n'arrivent pas à tenir le coup, ils sont écœurés, fatigués au-delà du possible et ils prennent leur compte.

Ceux qui travaillent à la tâche, en général, font beaucoup de boites: dès que les acomptes et les payes arrivent avec un ou deux jours de retard, l'ouvrier comprend qu'il y a moins de travail, alors il va chercher ailleurs. Le plus gros du travail à la tâche se fait d'avril à septembre. A partir de septembre il y a un net ralentissement, à ce moment-là les gars quittent les entreprises et cherchent d'autres chantiers. Bref, il y a une *assez grande mobilité des travailleurs* ce qui est un frein à la lutte, comme à l'organisation syndicale et politique des ouvriers. On comprend que cette conséquence du travail à la tâche soit très intéressante pour les patrons : l'exploitation n'en est que plus facile.

(A suivre)

LA FAUCILLE

On trouvera au sommaire notamment :

– La position des marxistes-léninistes sur la sécheresse.

– Une interview de petits paysans de Dordogne.

– Les ventes de maïs américain en France.

– A propos du projet de nouvelle taxe de résorption payable par les petits éleveurs.

– La sécheresse, le PCF, le Modef et la FNSEA, des positions qui ne trompent pas.

– ainsi que d'autres nouvelles.

Disponible par commande à :

HR – La Faucille
BP 61 - 75861 Paris cedex 18
au prix de 1 F l'exemplaire, plus le port.

Les travailleurs immigrés et le logement (4)

La position des communistes marxistes-léninistes

Il nous faut tout d'abord donner notre position générale sur l'immigration.

Ce n'est pas de leur propre chef que les travailleurs immigrés quittent leur pays d'origine, en général un pays du tiers monde, et viennent gagner leur pain en France. C'est une conséquence directe des rapports entre ces pays et le nôtre, pays impérialiste arrivé depuis longtemps déjà au stade de capitalisme monopoliste d'État. La déportation de travailleurs qui représente pour leurs pays une séquelle du colonialisme n'est pas seulement suscitée par l'impérialisme ; elle est même organisée, planifiée par la bourgeoisie qui s'est dotée pour cela d'un instrument spécifique, l'ONI (Office national d'immigration). La surexploitation de ces ouvriers obligés de quitter leur terre et leur famille pour pouvoir continuer à nourrir les leurs, contraints aux travaux pénibles dangereux et sous-payés, fait partie intégrante du néocolonialisme. Elle témoigne de la volonté de notre bourgeoisie de continuer à exploiter les peuples de ces pays après en avoir été rejetés.

Voilà pourquoi nous sommes contre toute politique d'immigration qui ne peut être en système capitaliste que l'organisation du pillage néocolonial. Nous pensons que les travailleurs de ces pays devraient être libres de venir travailler chez nous avec les mêmes droits que les Français. Nous dénonçons avec force la position du PCF qui, loin de critiquer cette déportation des travailleurs, en déplore au contraire le manque d'efficacité et voudrait sur ce plan aussi faire mieux que le pouvoir : «Le recrutement effectué par l'Office national d'immigration, a-t-il déclaré, devrait tenir compte des besoins réels de l'économie du pays...» c'est-à-dire de notre bourgeoisie exploiteuse !

Une position de principe

Nous avons vu que la politique de logement des travailleurs immigrés conçue par la bourgeoisie vise à les isoler en les parquant dans des cités de transit ou des foyers mais toujours à l'écart de la population française. Les révisionnistes ne veulent que perfectionner cette politique et en pousser la logique jusqu'au bout en demandant toujours plus de «foyers pour immigrés». Ils justifient cette politique de ségrégation et de discrimination en soutenant la théorie réactionnaire et raciste d'après laquelle la proportion de travailleurs immigrés dans la population ne doit pas dépasser un plafond de 12 % sous peine de susciter des affrontements.

Voilà d'ailleurs longtemps qu'ils propagent le racisme : le bulletin municipal d'Ivry ne rendait-il pas déjà en 1971 les travailleurs immigrés en partie responsables du manque d'emploi en déclarant «comment s'étonner que 29 % seulement des Ivryennes et des Ivryens trouvent un emploi dans notre ville ? Indépendamment d'une perte absolue de plus de 3 000 emplois, nous constatons une diminution des emplois qualifiés et l'utilisation d'une main-d'œuvre sous-qualifiée composée notamment de nombreux immigrés».

Les luttes dans les entreprises, et sur le front du logement, les luttes de 72/73 dans les hôtels meublés comme la lutte des foyers Sonacotra montrent que les travailleurs français et immigrés sont fort capables de surmonter les tentatives de division de la bourgeoisie et de lutter au coude à coude.

C'est justement pour cette raison que le pouvoir et les révisionnistes s'acharnent à les séparer par tous les moyens, notamment par des logements séparés.

Les travailleurs immigrés qui travaillent et vivent en France font partie intégrante de la classe ouvrière de France et ne sont pas une catégorie à part comme les bourgeois de tout poil voudraient le faire croire. Notre devoir sur la question du logement comme sur les autres est de lutter pour l'égalité des droits entre français et immigrés, contre le racisme et toute discrimination. Les travailleurs immigrés devraient être libres de loger où ils le désirent. Dans la pratique, cela dépend bien sûr, de la construction de logements décents au loyer accessible, pour les français comme pour les immigrés. Mais ce sur quoi nous insistons, c'est qu'il ne devrait pas y avoir, en ce qui concerne les travailleurs immigrés, de conditions spéciales de logement qui les mettent à l'écart de la population française.

Egalité des droits en matière de logement

Malgré les fameuses lois Debré et Vivien, qui promettaient la disparition des bidonvilles, de nombreux étrangers vivent encore dans des conditions insalubres. La politique du pouvoir consiste en effet à «résorber» les bidonvilles et taudis les plus voyants, tout en indemnisant le propriétaire, ce qui est un comble, et en encourageant par en dessous la spéculation foncière. Ils se soucie fort peu du relogement des travailleurs qui sont contraints à habiter les foyers-prisons ou à se disséminer dans des micro-bidonvilles. Il faut dénoncer cette politique de camouflage, exiger que les familles et les travailleurs qui vivent dans des conditions insalubres puissent trouver des logements décents.

Les familles de travailleurs immigrés obligés d'habiter en permanence dans des cités spéciales baptisées «de transit» ou «d'urgence» devraient pouvoir se loger en HLM. Ceci nécessiterait, outre des loyers adéquats, car on a de plus en plus de mal à payer les loyers HLM, l'égalité des salaires pour les immigrés à travail égal. Nous dénonçons la pratique raciste d'un plafond de la proportion de travailleurs immigrés dans les HLM qui vise à la ségrégation officielle entre français et immigrés. Les travailleurs «isolés» devraient avoir la possibilité de faire venir leur famille s'ils le désirent et d'avoir un logement pour l'accueillir (actuellement, on les enferme dans un cercle vicieux : sans logement, ils ne peuvent faire venir leur famille, et si leur famille n'est pas en France, ils ne peuvent avoir de logement adéquat).

Sinon, ils devraient loger à proximité de leur lieu de travail, au sein de la population française et non dans des foyers-prisons situés en dehors. Les jeunes immigrés de 18 à 25 ans doivent pouvoir habiter avec les jeunes français dans des foyers de jeunes travailleurs.

Enfin, il faudrait supprimer le FAS (Fonds d'action sociale) tel qu'il existe, véritable rakett légal à l'égard des travailleurs immigrés qu'il escroque de la part des allocations familiales supérieures au taux pratiqué dans leur pays, alors qu'ils cotisent au même titre que les français. Il n'y a pas de raison non plus que ce soit finalement au détriment de leur salaire que les patrons qui les emploient, paient le 1 % au FAS que les révisionnistes veulent porter à 2 %.

En ce qui concerne les conditions de vie dans les foyers actuels nous soutenons inconditionnellement les revendications des grévistes des foyers Sonacotra :

— suppression du règlement intérieur quasi militaire qui interdit toute liberté, même les droits de visite et de réunion

— le statut de locataire comme pour les autres habitants en France

— le renvoi de tous les directeurs racistes et provocateurs remplacés par des gardiens comme dans les HLM.

Il faut en finir avec les logements «spéciaux», égalité des droits pour les travailleurs immigrés.

Les détaillants des fruits et légumes en grève

Cette grève déclenchée lundi a d'abord touché la région parisienne où 800 détaillants sur 8 000 ont entrepris d'interdire la sortie des fruits et légumes de Rungis. Cette grève s'est étendue au cours de la semaine aux Bouches-du-Rhône, en Meurthe-et-Moselle, dans les Vosges, le Nord-Pas de Calais, la région Rhône-Alpes, Grenoble et Lyon.

C'est la mesure du plan Barre bloquant les prix qui entraine le mécontentement des détaillants. Les soi-disant «marges fixes» instaurées par le plan Barre (qui sont de 0,50 F pour les carottes, de 0,30 F par kilo pour les pommes de terre, de 0,80 F pour les poireaux, de 1,50 F pour les salades, 1,30 F pour les choux-fleurs et 2 F pour les endives) sont en réalité des marges qui se réduisent. En effet les prix de gros laissés libres sont en hausse, comme le laissait prévoir l'augmentation de l'essence, ce qui entraine une augmentation proportionnelle de la TVA qui doit être absorbée par la marge bloquée des détaillants. Face à ce mécontentement des détaillants qui veulent maintenir leur marge bénéficiaire, le directeur de la Concurrence et des Prix, Claude Villain, semble disposé à lâcher du lest. Il propose d'abandonner le blocage des marges en valeur absolue pour les artichauts, les tomates, les endives, et pour les autres légumes de bloquer les marges, non pas TVA comprise, mais hors TVA, ce qui ne peut manquer d'augmenter les prix.

Ces mesures sont dans la logique capitaliste du plan Barre qui permet aux monopoles de l'alimentation et du commerce (mandataires et gros négociants) d'augmenter leurs profits, au moins en valeur absolue, sur le dos des petits commerçants, qui seront bien sûr les plus touchés parmi les détaillants, et sur le dos des travailleurs. En effet qui d'autre que les ouvriers et petits employés vont payer l'augmentation répercutée sur les prix de vente au détail ?

Nous avions bien raison de le dire : le «blocage des prix» n'est que pure démagogie.

La Jeune Garde rouge

JCMLF

ORGANE CENTRAL DE LA JEUNESSE COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE

Un numéro spécial de *«La Jeune Garde rouge»* vient de paraître pour soutenir l'action que mènera la jeunesse communiste marxiste-léniniste de France à l'occasion de la «journée d'action contre le chômage des jeunes» qu'organisent le 23 octobre prochain les directions révisionnistes et réformistes des confédérations syndicales et de «l'Union de la gauche».

Au sommaire de ce numéro : *«Contre le chômage et le capitalisme, ni Giscard ni Programme commun, action révolutionnaire de la jeunesse !»* éditorial exposant les positions générales de la Direction nationale de la JCMLF à propos du chômage — *«Des défenseurs des travailleurs ? Jugez vous-mêmes !»* article montrant sur la base de nombreux exemples concrets la politique bourgeoise que suit la direction révisionniste du PCF en matière de licenciement — *«SONACOTRA cédera»* sur la lutte de classe et de masse que mènent depuis plus de 18 mois nos frères immigrés dans les foyers SONACOTRA.

Ce numéro vendu 1 F est disponible dès maintenant. Vous pouvez vous le procurer en vous adressant à *«l'Humanité rouge»*. Une diffusion de ce numéro, la plus massive possible, doit être organisée d'ici le 23 octobre et le jour même du 23 octobre partout où des rassemblements de jeunes auront lieu.

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 30226-72 — La Source

culturel

Un début à tout

Une nouvelle de
Dominique Pagelle

— X —

Il rentra en passant par le marché. Il avançait entre les étalages en se laissant bousculer par des femmes affairées. Une impression étrange le travaillait. Il lui semblait qu'il portait une jupe. Sa femme était barricadée dans l'usine, elle avait mis les gros lards en déroute. Et lui marchait entre les tas d'oranges et les piles de vaisselle, au milieu des étiquettes multicolores et des cabas. L'usine en était au plus fort, au plus décisif et lui la quittait pour aller s'occuper des enfants parce que la cantine est trop chère. Il n'éprouvait aucune colère mais il était comme rejeté du monde et il le ressentait avec aigreur. Il étouffait d'inaction. Il avait bien des comptes à régler avec les patrons, et d'abord à cause de son chômage. Mais il savait maintenant que sa femme en avait encore plus gros sur le cœur. Etre une femme lui devenait si insupportable qu'il en fut saisi d'angoisse. Il avançait dans un univers vide et gris où il entendait l'écho de cette grille qui s'était refermée derrière lui.

Quand il commença à se calmer un peu son regard rencontra la vieille marchande de la veille. Quoique plongée dans un nouveau roman-photo elle l'aperçut également. Il ne put se défiler et marcha vers elle, autant pour se faire pardonner que pour se changer les idées.

«Ça va mieux ?»

«Ça va, ça va...» fit-elle de sa bouche toute renfoncée. Elle coinça son roman-photo entre deux tas de pommes.

«Et pour vous qu'est-ce que ce sera ?» Déconcerté il bredouilla. Il n'avait certes pas les moyens d'acheter des fruits, surtout qu'ils étaient beaux. «Rien, merci.» Il s'éloigna. L'autre le rappela : «V'nez voir.» Il fit marche arrière. La vieille lui saisit la main, y plaça un gros melon jaune, et, souriant de tout son chicot, elle lui souffla tout bas : «Courage...»

Sa marche vers la maison fut plus vive. Serrant son melon entre ses deux mains il se mit à penser à sa femme.

«Pourvu qu'elle rentre ce soir, qu'on sache comment ça s'est passé.»

FIN

DU 23 AU 31 OCTOBRE 1976

L'ASSOCIATION BONDY-CULTURE ET
L'ASSOCIATION DES AMITIES
FRANCO-CHINOISES
PRESENTENT A BONDY

APPROCHE DE LA SOCIETE CHINOISE

les films de Joris Ivens

COMMENT YUKONG DEPLACA LES MONTAGNES

seront projetés salle Jean Giono

SAMEDI 23 OCTOBRE :
15 heures : Une femme, une famille (1 H 45) - Répétition à l'Opéra de Pékin (0 H 30)
21 heures : Le village de pêcheurs (1 H 40) - Une histoire de ballon (0 H 18) - Entrainement au cirque de Pékin (0 H 14).

DIMANCHE 24 OCTOBRE :
15 heures : La pharmacie (1 H 18) - Les artisans (0 H 14) - Une caserne (0 H 54)
17 H 30 : L'usine de générateurs (2 H 06) - Le professeur Tsien (0 H 11)

LUNDI 25 OCTOBRE :
20 H 30 : Autour du pétrole (1 H 24) - Impressions d'une ville : Shangaï (0 H 57)

Une brochure vient de sortir

CHANT DE LUTTE POUR NOS FRERES IMMIGRES

Une brochure, très bien réalisée, vient de sortir sous l'égide de *«l'Union culturelle anticapitaliste et anti-impérialiste»* dont nous avons déjà publié des communiqués. Cette brochure de 40 pages intitulée *Chant de lutte pour nos frères immigrés,* est le recueil d'un certain nombre de travaux artistiques et littéraires réalisés récemment, ou il y a quelques temps, sur le thème du soutien aux luttes des travailleurs immigrés. Comme l'indique son avant-propos, c'est la puissante et juste lutte des résidents des foyers de la SONACOTRA qui a motivé cette initiative. C'est pour cela que l'on trouve plusieurs œuvres (en particulier des poèmes, des chansons et des photomontages) qui parlent de cette lutte. Elles expliquent pourquoi les résidents se battent, elles montrent que les immigrés s'organisent eux-mêmes pour lutter, pour être capables de combattre les flics et les patrons, malgré les appels au calme et à la dignité des «bons amis du PC».

Linogravure extraite de la brochure.

Mais ce n'est pas tout. La brochure rassemble d'une manière heureuse la lutte «des Sonacotra» *avec* la lutte contre l'impérialisme français («Territoire français»), *avec* la lutte contre le racisme et l'apartheid («Emeutes raciales en Afrique du Sud», «Le ballon rouge», ou tout simplement le poème de cette enfant publié en couverture), *avec la* dénonciation des conditions de vie et de travail des immigrés que la bourgeoisie leur impose («Sur le port de Marseille», «Vengeons nos frères assassinés», «La tour infernale», les chansons des Câbles de Lyon et de Chausson).

Mais ce n'est pas une brochure qui pleure sur le sort des immigrés, qui exprime l'impuissance face au racisme ou à l'impérialisme. C'est une brochure qui porte en germes la lutte et l'espoir, la détermination et la colère. Les linogravures en sont une marque. L'ensemble de la brochure en est la marque, car elle rassemble des travaux qui ont en commun ce désir et cette aspiration à la lutte. Ces œuvres sont encore le signe du soutien des travailleurs français au combat de leurs frères de classe.

En outre, les travaux publiés sont des contributions indispensables à ce soutien, il en est d'autres, dans la brochure qui en plus portent la marque du combat. Maladroites ou éblouissantes, certaines œuvres, en effet, ont eu le «baptême du feu» ; conçues dans la lutte, et pour la lutte, elles ont servi. Elles ont fourni leurs parts de coups contre l'ennemi de classe, contre les faux amis. Ces chansons ont déjà été chantées, ces gravures déjà imprimées, déjà diffusées. Maintenant, ces œuvres ne seront plus les seules à participer au combat. D'autres sont là, dans cette brochure, pour mener cette lutte, mais aussi pour encourager la création de nouvelles œuvres, car ce recueil n'a pas la prétention d'avoir fait le tour du travail culturel au service des luttes des travailleurs immigrés. Tout simplement, parce que ces luttes ne font que se développer pour devenir d'amples affrontements de classe contre la bourgeoisie.

On peut se procurer cette brochure (4 F) en envoyant commandes et paiement (par chèque bancaire ou CCP, à l'ordre de Durand) à Monsieur Durand, BP 321 75525 Paris Cedex 11.

On trouvera également cette brochure à la journée des résidents de la Sonacotra, à la Mutualité, samedi 23 octobre.

Un petit mot aux lecteurs

Parmi le courrier que nous recevons pour la page culturelle, nombreuses sont vos contributions publiées dans le journal. Bien plus de la moitié de la quantité rédactionnelle de la page en est constituée.

Ceci est très bien et montre que la lutte sur le front idéologique et culturel n'est pas l'enfant pauvre de notre journal et qu'elle tient honorablement sa place aux côtés des luttes économiques et politiques dans les entreprises.

A côté de ces contributions publiées, il y a toute une série de lettres que nous ne publions pas et qui sont soit des textes que nous n'estimons pas justes dans leur ensemble, soit des informations ou des points de vue qui nous servent dans notre travail ou, enfin, des suggestions d'articles, de campagnes, des critiques sur notre travail, sur un article, des encouragements, etc.

Il arrive parfois qu'un lecteur ou une lectrice, surpris(e) de ne pas voir sa contribution publiée, s'en étonne et nous fasse part de ses réactions. La nécessité d'une explication ou d'une justification se fait souvent sentir dans ces cas, comme dans d'autres (suggestions à lecteur, par exemple). Mais l'absence d'adresse nous empêche parfois de faire ce travail. Il nous serait très utile d'avoir un moyen pour le faire, en particulier en ayant une adresse où écrire (personnelle ou autre). Ce travail-là, même si nous ne sommes pas encore en mesure de le prendre complètement en main, est une condition qui peut permettre d'avancer vers le but de lier — beaucoup plus étroitement qu'il ne l'est actuellement — notre quotidien aux masses et ainsi refléter toujours plus leurs points de vue et répondre à leurs préoccupations.

Que vous soyez correspondant régulier ou occasionnel, nous avons besoin de vous, de votre pratique de la lutte des classes et du travail que vous pouvez faire autour de vous.

Il faut savoir ménager ses effets

Dans notre numéro de mardi, notre programme TV vous annonçait pour mercredi la diffusion d'un film TV de la région lilloise : *Au bout du compte,* de Gérard Chouchan. Particulièrement équivoque, ce film raconte les mésaventures d'un PDG, remercié pour «ses bons et loyaux services» par la multinationale US qui a «bouffé» sa boite. Tout cela pour essayer de faire passer l'idée qu'un PDG licencié n'est rien de plus qu'un ouvrier ! Mais les aléas (était-ce voulu ?) de la répartition des émissions a fait que le film de Chouchan avait comme concurrent le match de foot St-Etienne-Eindhoven... Le film allait perdre tout impact sur les téléspectateurs : car qui n'allait pas regarder le match ? Aussi *Au bout du compte* a-t-il été reporté pour pouvoir jouer — sans concurrent sérieux — son rôle de bourrage de crânes.

Amis lecteurs
aidez-nous
achetez toujours
L'Humanité rouge
dans le même kiosque

l'Humanité Rouge

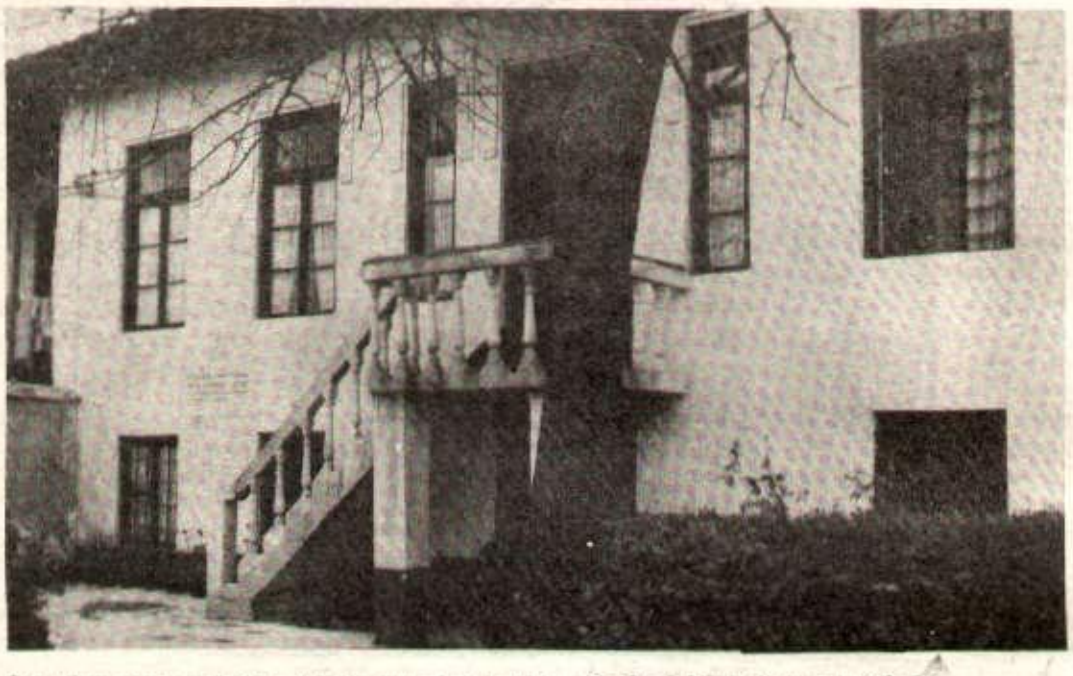
L'Albanie, phare du socialisme en Europe (8)

ENVER HOXHA, DIRIGEANT DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

Le 1er novembre, s'ouvrira le 7e Congrès du Parti du travail d'Albanie, tandis que le 8 novembre sera célébré le 35e anniversaire de la fondation du PTA.

35 années de lutte héroïque pour la libération nationale et sociale du peuple albanais, de combat pour l'édification du socialisme.

35 années qui sont indissociables de l'activité du camarade Enver Hoxha, fondateur et dirigeant du PTA.



C'est dans cette maison que le 8 novembre 1941 fut fondé le Parti communiste d'Albanie.

Le camarade Enver Hoxha durant la lutte de libération nationale du peuple albanais.

Le 28 novembre 1944, le gouvernement démocratique dirigé par Enver Hoxha entre dans Tirana, capitale de l'Albanie.

En novembre 1948, le camarade Enver Hoxha présente le rapport devant le 1er Congrès du Parti du travail d'Albanie.

Enver Hoxha, lors d'une rencontre avec le peuple albanais.

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle Dépôt légal : 4e trimestre 1976